

Tél : +33 6 76 22 80 77  
Mél : stephanie.uguen@fr.bureauveritas.com

**COMMUNE DE GUIPAVAS**  
Christian LUCAS  
PLACE SAINT ELOI  
29490 GUIPAVAS


**GUIPAVAS/CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE  
TENNIS  
MOULIN NEUF  
29490 GUIPAVAS**

**COMMUNE DE GUIPAVAS  
PLACE SAINT ELOI  
29490 GUIPAVAS**

Opération de catégorie **2**

Coordination Sécurité et Protection de la Santé  
**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
19/03/2019	Rev0	PGC Initial	Stéphanie UGUEN 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>18</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>23</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>32</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	32
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	33
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	33
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	34
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>34</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	34
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	34
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>35</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	35
4.5.2. Travaux superposés .....	35
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	35
4.5.4. Protection contre le bruit .....	35
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	35
4.5.6. Travaux en hauteur .....	35
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	36
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	36
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>36</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	37
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	37
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	37
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	37
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>37</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>38</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>38</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>38</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>38</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	38
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	39
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	39
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>40</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>40</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>40</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>41</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>41</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>41</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>41</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>41</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>42</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>42</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>42</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>42</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>42</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>42</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>42</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>44</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Dossier DCE transmis par la Maîtrise d'Oeuvre le 06 mars 2019.
- Absence de réunion organisée en phase de conception.

Modalités d'accès au chantier : Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBTENIR préalablement l'AGREMENT de la maîtrise d'ouvrage (démarche de l'entreprise titulaire pour son sous-traitant envisagé). **Aucune visite d'inspection commune ne peut être menée avec une entreprise qui n'est pas agréée.**

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire organise le rendez-vous en convenant de celui-ci avec le coordonnateur 10 jours minimum avant la date de démarrage souhaitée. Les rendez-vous doivent être groupés (par séquence) en priorité lors des réunions de chantier. Les demandes isolées de sous-traitants ne sont pas recevables.

- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au PGCSPS dans un délai minimal de 5 jours ouvrés avant la date d'intervention planifiée. **PPSPS PAR COURRIEL UNIQUEMENT.**

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

L'opération a pour objet la construction d'une Halle de tennis et d'un club house sur le site de Moulin Neuf.

Le dossier se divise en 18 lots nommés ci-dessous:

- LOT 01: TERRASSEMENT VRD
- LOT 02 : GROS OEUVRE
- LOT 03 : CHARPENTE BOIS - BARDAGE BOIS
- LOT 04 : COUVERTURE - BARDAGE
- LOT 05 : MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT 06 : SERRURERIE
- LOT 07 : ISOLATION - CLOISONS - DOUBLAGES
- LOT 08: MENUISERIES INTERIEURES
- LOT 09 : REVETEMENTS DE SOLS
- LOT 10 : FAUX-PLAFONDS
- LOT 11 : ELECTRICITE - VENTILLATION - CHAUFFAGE
- LOT 12 : PLOMBERIE
- LOT 13 : SOLS SPORTIFS INTERIEURS
- LOT 14 : SOLS SPORTIFS EXTERIEURS
- LOT 15 : CLOTURES
- LOT 16 : ASCENSEUR
- LOT 17 : PEINTURE
- LOT 18 : ESPACES VERTS



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : **lots séparés.**

Type de marchés : **public.**

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 mai 2019

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

Phasage des travaux:

#### 1.1.4. Démarche environnementale

**Les entreprises doivent strictement respecter l'état de propreté des lieux (extérieur et intérieur des bâtiments) et le maintien de l'ordre.**

Valorisation des déchets : Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 18 lots

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 20

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	COMMUNE DE GUIPAVAS	PLACE SAINT ELOI 29490 GUIPAVAS	christian.lucas@mairie-guipavas.fr	Christian LUCAS
Architecte	AREA Brest	1, place de Strasbourg 29200 BREST	co.lejoncour@area-archi.fr	Constance LE JONCOUR
Maîtrise d'œuvre	BE2TF	1, Place de Strasbourg 29200 BREST	pierre.kernion@be2tf.bzh	Pierre KERNION
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION BREST	22 rue Amiral Romain Desfossés CS 62827 29228 BREST CEDEX 2	06 76 22 80 77 stephanie.uguen@bureau-veritas.com	Stéphanie UGUEN
Inspection du travail	DIRECCTE de BREST	1, rue des Néréides 29200 BREST	02.98.41.09.80 bretag-ut29.uc2-3@direccte.gouv.fr	Mme M.
CARSAT	CARSAT BRETAGNE	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr	Mr le Chef d'établissement
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18-20, rue Bahon Rault 35000 RENNES	0617737394 christian.arnaud@oppbtp.fr	Christian ARNAUD

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** sera réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence devront **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'Inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'Inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.



### 2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui

concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- notamment au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### **Salariés étrangers (R. 4532-16):**

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSAFF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## 2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

**Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

**Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

**Accès au chantier :** De manière générale, les entreprises doivent se conformer au code de la route. Rouler au pas au voisinage du chantier (à proximité du vélodrome, de pistes BMX et d'une salle). L'accès au chantier se fait par le moulin neuf à GUIPAVAS.

**Réseaux existants :** Avant tout commencement des travaux dans le bâtiment existant, chaque entreprise (en particulier lot Gros oeuvre et lot Terrassement VRD) doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux. Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

**Les différents branchements liés aux installations de chantier :** doivent être réalisés avant le début des travaux, par l'entrepreneur titulaire du Lot Gros-oeuvre :

- Eau : Un branchement « eau potable » devra desservir la zone vie de chantier.
- Assainissement : Raccordement sur le réseau public, afin d'évacuer les eaux usées provenant du chantier.
- Électricité : Raccordement pour alimentation électrique à réaliser depuis le réseau existant.



#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

**A l'extérieur,** pendant la période de préparation, une clôture pour délimiter les emprises du chantier est mise en place par l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre pour éviter toute intrusion du public et tiers ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, ...). L'entreprise doit une clôture d'une hauteur de deux mètres minimum y compris des portails à deux vantaux et portillons fermant à clé au niveau des entrées et sorties du chantier. Cette clôture est constituée de grilles type HERAS fixées sur des plots bétons. Les éléments sont

**solidarisés par des colliers antivandalisme et munis d'un système anti-levage.**

**L'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'oeuvre en limites d'opération.**

**L'entrepreneur titulaire a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier.**

### 3.2.2. Accès

**Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours.**

Mesures de nettoyage des camions ou engins devant circuler sur la voie publique : Chaque entreprise a à sa charge le nettoyage des voies publiques salies par le passage de ses engins. Cela concerne en particulier les phases de Terrassement-VRD et de Gros oeuvre.

### 3.2.3. Circulations

**L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé.**

Circulations intérieures du chantier : L'entrepreneur titulaire du **lot VRD** réalise les voies et pistes de chantier.

Réalisation et entretien des circulations : Les réseaux sont réalisés en début de chantier par l'entreprise titulaire du **lot VRD**. Ces derniers réalisent et entretiennent les voies de circulations jusqu'à leur départ, le relai est pris par le **lot Gros oeuvre** au démarrage de leurs travaux.

Une réception des plateforme et voies de circulation doit être faite entre les deux entreprises.

Circulations périphériques des bâtiments : L'entrepreneur titulaire du **lot VRD** doit une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages.

L'entreprise titulaire du **Lot Gros-oeuvre** a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages.

### 3.2.4. Signalisation

Contrôle des entrées et sorties : L'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre a à sa charge l'installation de :

- Panneau(x) « STOP » au niveau du (des) portail(s) de sortie du chantier y compris le marquage au sol,

- La mise en place, des panneaux indicatifs des travaux.

Il doit se conformer aux prescriptions du maître d'oeuvre en ce qui concerne leur emplacement et il a la charge de leur maintien en état et en place pendant toute la durée du chantier.

Signalisation extérieure et intérieure : L'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sera assurée par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

### 3.2.5. Stationnements

Les entreprises doivent se stationner sur les parkings affectés au chantier en respectant les règles de circulation et le code de la route.

### 3.2.6. Stockage

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre doit la mise en place de clôtures d'une hauteur de deux mètres liées entre elles et au sol afin de délimiter les zones de stockage qui doivent être définies avec la maîtrise d'ouvrage. La clôture est constituée par des grilles type HERAS. L'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier et la maintient en état.

L'affectation et la délimitation des zones de stockage doivent être portées sur le plan d'installation de chantier élaboré par le maître d'oeuvre puis l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre. L'entrepreneur

**titulaire du lot VRD doit une plate-forme, plane, propre et compactée selon les surfaces nécessaires.**

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies n'est toléré en dehors des zones clôturées.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant. L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

### **3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

Installation électrique générale de chantier :

A. A la charge de **l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre** :

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale et les armoires secondaires de distribution sur le chantier.
- la distribution nécessaire à ses installations et des cantonnements...

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

B. A la charge de **l'entreprise titulaire du Lot Électricité** (à partir de l'armoire générale) :

- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques est limitée à 25 m et il doit être implanté au moins un coffret de répartition par cage d'escalier, par niveau et par bâtiments. Les armoires de répartition (coffrets de chantier) sont montées sur pieds, ou fixées et elles doivent être à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: " coup de poing.
- Surveiller et entretenir les installations électriques de chantier.
- Mettre en place en phase d'essais des procédures de consignation électriques.
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels dans les bâtiments.

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire du Lot Électricité. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

C. Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Éclairage de chantier :

Les installations d'éclairage général du chantier, à l'extérieur du bâtiment et de la base vie ; sont à la charge de l'entreprise titulaire du **Lot Gros-oeuvre**.

L'entreprise titulaire du **Lot Electricité** doit les éclairages des circulations intérieures des bâtiments.

Chaque entreprise a à sa charge l'éclairage spécifique de ses postes de travail.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifié dans le Code du Travail sous les Art. R.R4223-1 :

- Zones et voies de circulation (escaliers, ...) 60 lux minimum
- Zone de travail, vestiaire, sanitaire 120 lux minimum
- Postes de travail permanents 200 lux minimum.

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

**Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages. Implantation à adapter selon le phasage des travaux.**

**Pendant la période de préparation des travaux l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre, assure les installations des cantonnements.**

**L'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre assure les installations des sanitaires, des vestiaires et des refectoirs, équipés conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels.**

Ces locaux sont maintenus pendant toute la durée du chantier.

Sanitaires :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un bloc sanitaire indépendant pour le personnel féminin composé d'un lavabo (pour 10 femmes), d'une douche et d'un cabinet d'aisance.

Vestiaires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.
- Vestiaire spécifique pour le personnel féminin.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci doit être effectué au moins une fois par semaine par **l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre**.

Les parois de ces installations doivent être lessivables.

Réfectoires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne. Ils comprennent :
- Tables et chaises en nombre suffisant,
- Appareil de réchauffage
- L'eau potable et à température réglable,
- Un garde-manger.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés.

Les parois de ces installations doivent être lessivables.

**Bureaux de chantier :** Des bureaux de chantier sont mis à disposition par **l'entrepreneur titulaire du Lot Gros oeuvre** permettant la tenue de réunions avec table et chaises (réunions de chantier) avec panoplie d'équipements de sécurité pour les visiteurs (bottes, casques, etc.).

**Entretien et nettoyage :** Pour maintenir ces installations en parfait état, l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre a à sa charge la mise en place d'un **nettoyage hebdomadaire (minimum)** des cantonnements par une entreprise spécialisée.

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Nettoyages de chantier : La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

L'évacuation des déchets, gravois, emballages, doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé, (goulotte, sacs, bennes à déchets...).

Entretien des voies intérieures du chantier : L'entretien de la voirie mise à la disposition des entrepreneurs, tant à l'ouverture du chantier pour des voies existantes qu'au cours du chantier pour les voies réalisées pendant la période d'exécution, est entièrement à la charge de l'entrepreneur titulaire du Lot Gros oeuvre.

Mesures de nettoyage des camions ou engins devant circuler sur la voie publique : Chaque entreprise a à sa charge le nettoyage des voies publiques salies par le passage de ses engins.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Gros oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Gros oeuvre	Gros oeuvre - A respecter par l'ensemble des entreprises	Réception définitive des travaux
Accès	VRD	Gros oeuvre (définition et entretien)	Réception définitive des travaux
Circulations	VRD (plate-forme et voies de circulations)	Gros oeuvre (définition et entretien)	Réception définitive des travaux
Signalisation	VRD puis Gros oeuvre	VRD et Gros oeuvre	Réception définitive des travaux
Stationnement	VRD (Création des plateformes)	Gros oeuvre (définition des surfaces et entretien)	Réception définitive des travaux
Stockage	VRD (Création des plateformes)	Gros oeuvre (définition des surfaces et entretien)	Réception définitive des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Réception définitive des travaux
Coffret électrique général	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Réception définitive des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	Réception définitive des travaux
Cantonnement	Gros oeuvre (Hors réfectoire à la charge de chaque entreprise)	Gros oeuvre (entretien des locaux communs, définition des zones de cantonnement)	Réception définitive des travaux
Infirmier de chantier	/	/	Réception définitive des travaux
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Réception définitive des travaux
PIC	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Evolutif pendant tout le chantier



<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Protections collectives	Gros oeuvre , Charpente et Couverture/Etanchéité	Gros oeuvre , Charpente et Couverture/Etanchéité	Réception définitive des travaux
Accès hauteur communs	Gros oeuvre dans le bâtiment- Couverture/Etanchéité vers les toitures	Gros oeuvre dans le bâtiment- Couverture/Etanchéité vers les toitures	Réception définitive des travaux
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Réception définitive des travaux
Bennes	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Réception définitive des travaux

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 <b>Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tout le chantier</b>	Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tout le chantier	Chaque entreprise	Voisinage Multi danger Réseaux Engins et matériels Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Environnement naturel	<p><b>Zone industrielle.</b></p> <p><b>Respect du phasage des travaux.</b></p> <p><u>Clôture de chantier</u> : Pendant la période de préparation, par l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b>. Clôtures fixées au sol et entre elles.</p> <p><u>Plan d'Installation de chantier</u> : Pendant la période de préparation, à fournir par l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b>.</p> <p><u>Installation de chantier</u> : Mise en place et gérée par l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre pour les sanitaires et Vestiaires</b>.</p> <p><u>Réseaux</u> : Alimentation eau potable, évacuation EU/EP, électricité à la charge de l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b>.</p> <p><u>Moyens de levage</u> : Les zones d'évolution des engins de levage sont déterminées en amont des opérations, sont positionnés sur le plan d'installation de chantier, et font l'objet de présentation écrites auprès notamment de la maîtrise d'ouvrage et du Maître d'œuvre qui sur un principe défini donnent leur accord (cette présentation est faite sur schéma avec la ou les zones d'évolution des engins, les zones de survols envisagés, les dates et heures d'interventions et une analyse des risques et moyens de prévention associés).</p> <p><u>Protections collectives</u> : <b>Chaque entreprise</b> doit s'assurer de la présence des protections collectives et les respecter. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en œuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p> <p><u>Coactivité</u> : superposition et juxtaposition de tâche interdites.</p>

				<u>Bennes</u> : Gestion de déchets par chaque entreprise.
<b>2</b> <b>Terrassement</b> <b>- VRD</b>		VRD	Réseaux Stabilité, renversement Environnement naturel	<u>Déclaration particulière</u> : L'entreprise doit adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux. <u>Circulations horizontales</u> : L'entreprise titulaire du Lot Terrassements-Gros œuvre doit l'aménagement des voies et pistes d'accès provisoires. L'entrepreneur doit une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages. Sous-sol : L'entreprise titulaire du Lot Terrassements-Gros œuvre doit respecter les conclusions du rapport d'étude géotechnique.
<b>3</b> <b>Elévation</b>		Gros oeuvre	Travail en hauteur Engins et matériels Multi danger Réseaux	<u>Protections collectives</u> : L'entrepreneur titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. <u>Fondations</u> : Protection, balisage des fouilles. Protection des aciers en attente.  <u>Moyens de levage</u> : Mise en place par l'entreprise titulaire. <u>Accès verticaux</u> : Mise en place par l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> . <u>Circulations horizontales</u> : L'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages. <u>Zones de stockage</u> : à déterminer et matérialiser, stabilisation des banches. <u>Nettoyage /rangement</u> : journalier pour la prévention des chutes de plain-pied. <u>Déclaration particulière</u> : L'entreprise doit adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.

4 <b>Clos-couvert</b>		Charpente - Bardage bois	Multi danger	<u>Approvisionnement</u> par grue mobile. Gestion des approvisionnements. Déterminer et matérialiser avec le gros oeuvre une zone de stockage. <u>Circulation horizontales</u> : L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments. <u>Coactivité</u> : interdite lors de la pose de la charpente.
		Couverture - Etanchéité - Bardage	Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Multi danger	<b>Coordination entre GO, charpentier et couvreur.</b> <b>Accès aux couvertures aux normes : tour d'escalier.</b> <b>Protections collectives périphériques et en sous-face.</b> <b>Protection des lanterneaux et verrières existants, et des trémies en attente des équipements définitifs.</b> <b>Coactivité interdite lors de la dépose et pose du support des toitures.</b> <u>Circulation horizontales</u> : L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments.
		Menuiseries extérieures	Travail en hauteur	<b>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</b>
		Serrurerie	Travail en hauteur	Pose des garde-corps et accès définitifs dans les meilleurs délais.
5 <b>Second oeuvre</b>		Electricité - Ventillation - Chauffage	Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Eclairage	- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits. Risque électrique : Consignation des réseaux. Habilitation du personnel. Éclairage des circulations.
		Plomberie	Travaux à point chaud Travail en hauteur Multi danger	Permis de feu si exigé. - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou

				<p>sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée.</li> </ul> <p>Escabeaux et échelle interdits.</p> <p>Passages de réseaux verticaux : coordination avec le lot gros œuvre. Maintenance des protections collectives (au sol notamment).</p>
		Cloisons - Isolation - Doublages	Manutention manuelle Voisinage Eclairage Travail en hauteur	<p>Manutention : privilégier les auxiliaires mécaniques. Respect des protections collectives sur les balcons, paliers et trémies. Respect des protections collectives provisoires. Évacuation régulière des déchets. S'assurer de l'éclairage suffisant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</li> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée.</li> </ul> <p>Escabeaux et échelle interdits.</p>
		Menuiseries intérieures	Inhalation poussières	<p>Risque d'exposition aux poussières : Aspiration à la source. Ventilation des locaux.</p>
		Revêtements de sol	Produits dangereux Travail en hauteur	<p>Fiches de données de sécurité des produits dangereux à fournir et appliquer.</p> <p>Respect des protections collectives provisoires.</p>
		Peinture	Produits dangereux Stabilité, renversement	<p>Risque d'exposition à des substances chimiques : Les produits mis en œuvre doivent être indiqués dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise en joignant les fiches de sécurité. En cas de produit nocif ou toxique, avec mention des antidotes et premiers soins à dispenser.</p> <p>Dans le cas des travaux de peinture et de revêtements de sols collés, les locaux devront être parfaitement ventilés. Lorsque les conditions le permettront la mise</p>

				en service de la ventilation <del>l'entreprise doit s'assurer</del> de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.
		Faux-plafonds	Stabilité, renversement	L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.
		Revêtements de sol sportifs et équipements	Produits dangereux Déplacement de plain-pied	Fiches de données de sécurité des produits dangereux à fournir et appliquer. Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.
		Ascenseurs	Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Chute d'objets, éclats	. .  Port des EPI obligatoires.
<b>6</b> <b>VRD, finitions, extérieurs</b>		VRD finaux	Réseaux  Déplacement de plain-pied	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 2. <u>Fouilles - Tranchées</u> : L'entreprise doit : - La mise en sécurité du site avant travaux, - La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, - La délimitation et le balisage de la zone de travail. Pose des éléments définitifs (regards...) à l'avancement.  <u>Circulations horizontales</u> : L'entreprise doit maintenir les circulations dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état.
		Espaces verts - Clôtures	Déplacement de plain-pied Collision, heurt	<u>Circulations horizontales</u> : L'entreprise doit maintenir les circulations dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état. Signalisation.

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - Travaux préparatoires /Généralités applicables durant tout le chantier**

### Chaque entreprise

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	<p><b>Zone industrielle.</b></p> <p>Une attention très particulière doit être portée à la bonne tenue des clôtures de chantier. Chaque entreprise doit veiller à la fermeture des clôtures et palissades, portes.</p> <p>Les entreprises doivent respecter les règles de circulation du plan d'installation de chantier.</p> <p>Maintien des abords du chantier en état de salubrité.</p> <p>Nettoyage régulier de la chaussée dès que nécessaire par l'entreprise responsable des salissures.</p> <p>Guidage des manœuvres des véhicules et engins obligatoire sur le domaine public.</p>	<p><u>Organisation de chantier :</u></p> <p><b>Chaque entreprise</b> doit respecter scrupuleusement le plan d'installation de chantier.</p>
Multi danger	<p>Installation de chantier : L'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> assure les installations des sanitaires et vestiaires selon les effectifs prévisionnels et la présence de personnel féminin.</p> <p>Nettoyage régulier des cantonnements (minimum une fois par semaine) par une entreprise spécialisée.</p> <p><b>Chaque entreprise</b> doit respecter le plan d'installation de chantier et notamment les entrées et sorties du chantier, les zones prévues pour le stationnement, les zones de stockage.</p> <p>L'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> a à sa charge la mise en place de l'éclairage intérieur des cheminements de circulation, si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes.</p>	<p>Toutes les entreprises doivent impérativement transmettre leurs besoins à l'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> en évaluant leurs effectifs prévisionnels et leur surface de stockage.</p>
Réseaux	<p>L'entrepreneur titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> doit faire réaliser et fournir le rapport de vérification de l'installation électrique (en levant les éventuelles observations) avant mise en service.</p> <p>L'entreprise titulaire du <b>Lot Gros œuvre</b> a à sa charge les coffrets de distribution depuis le point de livraison de l'entreprise de gros œuvre.</p>	<p><u>Lot VRD :</u> Assurer pose des réseaux EP avant clos-couvert pour éviter inondation du terrain et assurer stabilité et tenue.</p>
Engins et matériels	<p><u>Grue :</u> rapport d'adéquation puis de vérification avant mise en service.</p>	<p><u>Moyens de levage :</u> Utilisation des moyens en commun après planification et convention.</p> <p>Utilisation d'auxiliaires mécaniques. Neutralisation des zones de levage. Guidage des manœuvres.</p>
Travail en hauteur	<p><u>Travaux en hauteur :</u></p> <p>- Les échafaudages ne peuvent être montés,</p>	<p>Pour la réalisation des prestations prévues en façade et</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	en toiture, une mise en commun d'échafaudage peut être organisée. Un PV de réception est réalisé entre l'ensemble des entreprises utilisatrices avant mise à disposition de l'échafaudage.
Chute d'objets, éclats	Balisages des zones de travail. Périmètre de sécurité lors des travaux en hauteur et levage.	Respect des balisages, périmètres de sécurité.
Environnement naturel	<b>Bennes et enlèvement des déchets : Chaque entreprise</b> est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats vers les décharges agréées.	<b>Chaque entreprise</b> doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

**Séquence : 2 - Terrassement - VRD**

**VRD**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	<u>Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des travaux :</u> <b>L'entrepreneur titulaire du Lot</b> doit demander une reconnaissance et la mise hors tension des réseaux électriques et de gaz depuis leur origine, avec coupure mécanique en limite de propriété. Aucun engin mécanique ne doit terrasser à moins d' 1,50 m d'une ligne enterrée. <u>Présence de réseaux enterrés existants non définis :</u> En cas de rencontre de réseaux enterrés non définis, l'entrepreneur concerné en informe aussitôt le Maître d'oeuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.	
Stabilité, renversement	Circulations horizontales : L'entreprise titulaire du Lot assure l'entretien des voies et pistes de chantier pendant toute la durée des travaux pour permettre la circulation des engins et des véhicules en toute sécurité.	Chaque entreprise doit veiller au dégagement et à la stabilité de ses postes de travail.
Environnement naturel	L'entreprise doit : - La mise en sécurité du site avant travaux, - La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, - La délimitation et le balisage de la zone de travail.	



**Séquence : 3 - Elévation**

**Gros oeuvre**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p><b>Protections collectives : L'entrepreneur titulaire du Lot</b> doit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les protections en rives de planchers et terrasses en béton.</li> <li>- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne doivent pas présenter de risques d'empalement),</li> <li>- Les protections des trémies, réservations etc.</li> </ul> <p><b>Planchers hauts :</b> Pose des tours d'étaie sécurisée pour permettre les accès. Balisage pour interdiction de zone lors du coulage. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps en fonction du type d'ouvrage.</p> <p><b>Gaines techniques :</b> Mise en place de dispositifs de sécurités sur trémie permettant l'intervention des lots techniques sans démontage anticipé.</p> <p><b>Murs en élévation maçonnerie et / ou béton :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pose des sécurités collectives périphériques.</li> <li>- Balisage physique en pied de poste de travail y compris entretien.</li> <li>- Positionnement des dispositifs de stabilisation des ouvrages.</li> </ul>	<p><b>Chaque entreprise</b> doit s'assurer de la présence des protections collectives et les respecter. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en œuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p> <p><b>Chaque entreprise</b> doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p><b>Lot VRD :</b> Raccordement le plus tôt possible des réseaux extérieurs &amp; réseaux bâtiments.</p>
Engins et matériels	<p><b>Grue :</b> L'entreprise titulaire du doit fournir le rapport d'adéquation puis de vérification avant mise en service.</p>	
Multi danger	<p><b>Accès verticaux :</b> Les escaliers définitifs en béton doivent être intégrés à l'ouvrage à l'avancement.</p> <p>L'usage des échelles n'est toléré qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau différent. (Si hauteur inférieure à 3m). Leur implantation est adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à monter + 1m de dépassement). Elles sont attachées en point haut, et calées en pied.</p> <p><b>Circulations horizontales :</b> Remblaiement et compactage plate-forme périphérique bâtiment le plus rapidement possible.</p> <p>Raccordement le plus tôt possible des réseaux extérieurs &amp; réseaux bâtiments.</p>	
Réseaux	<p><b>Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des travaux :</b></p> <p><b>L'entrepreneur titulaire du Lot</b> doit demander une reconnaissance et la mise hors tension des réseaux électriques et de gaz depuis leur origine, avec coupure mécanique en limite de propriété.</p> <p>Aucun engin mécanique ne doit terrasser à</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	moins d' 1,50 m d'une ligne enterrée. <u>Présence de réseaux enterrés existants non définis</u> : En cas de rencontre de réseaux enterrés non définis, l'entrepreneur concerné en informe aussitôt le Maître d'oeuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.	

**Séquence : 4 - Clos-couvert**

**Charpente - Bardage bois**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<u>Travaux en hauteur</u> : à partir de nacelle en priorité. Coactivité interdite lors de la pose de la charpente. L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Port du casque obligatoire. Respect des protections collectives. Balisage impératif des zones d'intervention. Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.	<b>L'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre</b> doit la stabilisation des abords du bâtiment pour permettre la circulation des nacelles et des échafaudages.

**Couverture - Etanchéité - Bardage**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<b>Accès vertical</b> : L'entreprise doit des accès aux normes en toitures jusqu'à la fin des travaux. <b>Protections collectives</b> : L'entreprise a à sa charge l'installation de filets en sous-face et de protections collectives en rives des toitures. Cela avant la réalisation des couvertures. En cas d'utilisation de filets périphériques, ces protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide. En cas d'utilisation d'échafaudage en consoles ; le gardecorps doit dépasser au minimum d'1 m au dessus de l'égout du toit. Les protections collectives périphériques devront être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux sur ces toitures. Conformément à la norme NF P 93-355. La protection périphérique comprend : - Une lisse haute située au moins à 1 m du plan de travail pour toutes les phases de travail ; - Une protection intermédiaire constituée d'un filet ;	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>- Généralement la plinthe constituée par la forme du support (acrotère, costière, etc.) ; dans les autres cas, La protection intermédiaire est complétée par une plinthe de butée de 10 cm à 15 cm ;</p> <p>- Un ensemble de potelets (Entraxe 1,50m )et leurs supports permettant de recevoir la lisse haute et la protection intermédiaire en filet de 1 m de hauteur minimum.</p>	
Chute d'objets, éclats	<b>Superposition de tâche interdite lors de la dépose et pose du support des toitures. Toutes précautions doivent être prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...).</b>	
Multi danger	<p>Travaux en hauteur : à partir de nacelle en priorité.</p> <p>Coactivité interdite lors de la pose du bardage.</p> <p>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges.</p> <p>Port du casque obligatoire.</p> <p>Respect des protections collectives.</p> <p>Balisage impératif des zones d'intervention.</p> <p>Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.</p>	<b>L'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre</b> doit la stabilisation des abords du bâtiment pour permettre la circulation des nacelles et des échafaudages.

#### Menuiseries extérieures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Travaux en hauteur : à partir de nacelle en priorité. Si utilisation d'échafaudage, le personnel doit être formé.</p> <p>Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre.</p> <p>Utilisation d'auxiliaire mécanique.</p> <p>Respect des protections collectives.</p> <p>Balisage impératif des zones d'intervention.</p> <p>Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.</p>	

#### Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Respect des protections collectives provisoires. Si celles-ci ne peuvent être maintenues, l'entreprise doit se coordonner avec l'entreprise en charge de la sécurité collective (gros oeuvre) et fournir un mode opératoire pour assurer la sécurité de son</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	personnel et la continuité de la protection collective jusqu'à la pose du définitif.	

**Séquence : 5 - Second oeuvre**

**Electricité - Ventillation - Chauffage**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</li> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée.</li> </ul> Escabeaux et échelle interdits.	
Contact électrique direct ou indirect	Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.	
Eclairage	Éclairage des circulations : Mise en place à l'avancement entretien pendant la durée du chantier.	

**Plomberie**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	Extincteur à pied d'œuvre. Inspection après le travail par points chauds.	
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</li> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée.</li> </ul> Escabeaux et échelle interdits.	
Multi danger	Passages de réseaux verticaux : coordination avec l'entreprise de gros œuvre pour l'intégration des trémies et le maintien des protections collectives (au sol notamment) pendant les travaux jusqu'à la pose de gaines, etc... Balisage à l'aplomb des interventions (aux niveaux inférieurs si risque de chute de matériaux, matériels).	

**Cloisons - Isolation - Doublages**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Les moyens de levage appropriés doivent être utilisés conformément à leur capacité. Dégagez et balisez les zones d'évolution et de manutention. Utiliser en priorité des auxiliaires mécaniques. A défaut, respect des règles en terme de portage.	
Voisinage	<p>Protections collectives : L'entreprise doit assurer la continuité des protections collectives des trémies d'escalier à l'étage en conservant les garde-corps, en mettant en place des platelages complets de protection et en posant en priorité les cloisons périphériques.</p> <p>Rangement - Nettoyage : à réaliser à l'avancement.</p>	
Eclairage	S'assurer avant tout début des opérations de cloisonnement que l'éclairage suffisant soit en place sur le site.	Lot en charge de l'éclairage de chantier : adapter l'éclairage des circulations à l'avancement du cloisonnement.
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</li> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée.</li> </ul> <p>Escabeaux et échelle interdits.</p>	

**Menuiseries interieures**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Port des E.PI. adaptés pour le personnel en cas de risque d'inhalation de poussières de bois. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

**Revêtements de sol**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	Utilisation de colles, solvants : Mesures nécessaires à prendre pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie. Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	
Travail en hauteur	Respect des protections collectives provisoires : Si celles-ci ne peuvent être maintenues, l'entreprise doit se coordonner avec l'entreprise en charge de la sécurité collective (gros œuvre) et fournir un mode opératoire pour assurer la sécurité de son	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	personnel et la continuité de la protection collective.	

#### Peinture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	Dans les locaux exigus ou difficiles à ventiler, les entreprises doivent choisir des produits qui présentent le plus faible degré de toxicité et doivent privilégier l'utilisation d'émulsions et solutions aqueuses (vinyliques et acryliques) par rapport aux peintures ou vernis à solvants. Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	
Stabilité, renversement	L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Travaux en hauteur à partir d'échafaudages aux normes. Planchers et garde-complets aux postes de travail. Accès sécurisé par trappes et échelles intérieures. Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre. Utilisation d'auxiliaire mécanique. Respect des protections collectives. Balisage impératif des zones d'intervention. Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.	

#### Faux-plafonds

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Travaux en hauteur à partir de nacelles et d'échafaudages aux normes. Planchers et garde-complets aux postes de travail. Accès sécurisé par trappes et échelles intérieures. Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre. Utilisation d'auxiliaire mécanique. Respect des protections collectives. Balisage impératif des zones d'intervention. Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.	

#### Revêtements de sol sportifs et équipements

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources	Rescept de la signalisation en place.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.  Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

#### Ascenseurs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Réceptionner les protections collectives (avec plinthes) du Gros oeuvre avant intervention. Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau.	Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur. Installation de protections collectives toutes hauteur avec plinthes devant les portes d'ascenseurs. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage fond fausse ascenseur si nécessaire.
Travail en hauteur	Le système obturant la trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage si nécessaire.	.
Chute d'objets, éclats	Port des EPI obligatoires.	Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur

#### Séquence : 6 - VRD, finitions, extérieurs

##### VRD finaux

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 2.	
	L'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : - Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1m30 de profondeur, - Délimiter les bords de tranchée avec des barrières, - Ne jamais surcharger les bords de fouilles, dégager les berges, - Capter et canaliser les eaux de ruissellement afin qu'elles n'envahissent pas la tranchée.	
Déplacement de plain-pied	L'entreprise doit maintenir des circulations	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état.	

#### Espaces verts - Clôtures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	L'entreprise doit maintenir des circulations dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état.	
Collision, heurt	Bip de recul gyrophare sur engin planification des travaux nettoyage des voiries Homme trafics pour les manoeuvres.	port du gilet fluo

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

En phase terrassement-VRD, l'entreprise titulaire doit :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles,
- La délimitation et le balisage de la zone de travail.

L'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- La protection de la périphérie des fouilles.
- Les protections des trémies, réservations etc.
- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne doivent pas présenter de risques d'empalement).
- Dans le cas d'utilisation de prédalles ou de dalles alvéolées, les gardes corps provisoires sont mis en oeuvre avant le levage.
- Les protections en rives de planchers, terrasses. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps en fonction du type d'ouvrage.
- Les protections de la gaine d'ascenseur jusqu'à la prise en charge par le lot concerné.
- Les étalements ainsi que les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, de filets ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux.
- Les garde-corps provisoires doivent être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée. La position des garde-corps doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures (ensemble vitré, etc.),
- Scellement des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose.

L'entreprise titulaire du Lot Couverture/Etanchéité a à sa charge l'installation de filets en sous-face et de protections collectives en rives des toitures.

Cela avant la réalisation des couvertures. En cas d'utilisation de filets périphériques, ces protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide. En cas d'utilisation d'échafaudage en consoles ; le garde-corps doit dépasser au minimum d'1 m au dessus de l'égout du toit. Les protections collectives périphériques devront être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux sur ces toitures.

Conformément à la norme NF P 93-355. La protection périphérique comprend :



- Une lisse haute située au moins à 1 m du plan de travail pour toutes les phases de travail ;
- Une protection intermédiaire constituée d'un filet ;
- Généralement la plinthe constituée par la forme du support (acrotère, costière, etc.) ; dans les autres cas, La protection intermédiaire est complétée par une plinthe de butée de 10 cm à 15 cm ;
- Un ensemble de potelets (Entraxe 1,50m) et leurs supports permettant de recevoir la lisse haute et la protection intermédiaire en filet de 1 m de hauteur minimum.

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **Gros oeuvre** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **Gros oeuvre**.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Gros oeuvre. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

#### 4.4. Equipement de levage

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité doivent être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien doivent pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage et des charges ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Avant toute opération de levage une étude d'adéquation doit être réalisée.

**Les zones d'évolution des engins de levage sont déterminées en amont des opérations, sont positionnées sur le plan d'installation de chantier, et font l'objet de présentations écrites auprès notamment du maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre qui sur un principe défini donnent leur accord (cette présentation est faite sur schéma avec la ou les zones d'évolution des engins, les zones de survols envisagés, les dates et heures d'interventions et une analyse des risques et moyens de prévention associés).**

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

##### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

##### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par

les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

## **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

**L'entreprise titulaire du lot Couverture-Etanchéité** doit la mise en place d'un moyen d'accès aux toitures au norme (de type tour d'escalier), cet équipement doit être mis à disposition des autres entreprises en ayant l'utilité. Le démontage de cet accès ne doit se faire qu'à la fin de toutes les interventions en toitures.

**L'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre** doit la mise en place à l'avancement des escaliers définitifs ou à défaut d'un moyen d'accès sécurisé à poste pour l'accès aux étages.

L'usage des échelles comme poste de travail est interdit, il n'est toléré qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau différent (Si hauteur inférieure à 3 mètres). Leur implantation est adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à monter + 1 mètre de dépassement). Elles sont attachées en point haut, et calées en pied.

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Les échafaudages, tour d'escaliers doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'entreprise définit par écrit les conditions de mise à disposition de son (ou de ses) échafaudage(s) et les communique à l'entreprise qui souhaite disposer dudit (desdits) échafaudage(s).

Cette disposition doit être définie au moment de la mise au point du calendrier détaillé des travaux T.C.E. par le titulaire.

Un PV de réception est réalisé entre l'ensemble des entreprises utilisatrices avant mise à disposition de l'échafaudage.

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt ou d'utilisation entre les entreprises concernées.

**L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise doit appliquer la totalité des démarches suivantes :**

- s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,
- qu'il présente les sécurités requises,

**Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

### 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

**L'entreprise titulaire du lot gros oeuvre** doit la mise à disposition d'une ou plusieurs bennes à déchets et le renouvellement régulier jusqu'à la réception des travaux.

**Chaque entreprise** est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet. Aucun stockage ou dépôt provisoire de déchets ou gravats n'est toléré sur le chantier.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Bennes : Le titulaire du lot gros oeuvre a à sa charge la mise en place et la gestion des bennes en distinguant les différentes catégories (DIS, DI, DIB, ferraille et matériaux souillés).

Dans ce cadre, chaque entreprise doit traiter ses déchets en distinguant les différentes catégories (DIS, DI, DIB, ferraille et matériaux souillés).

Concernant les bennes, leur remplacement doit être effectué à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté.

Conformément aux arrêtés municipaux, il est interdit de brûler sur le chantier les détritiques de toute nature.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés - **Autorisation municipale d'emprises sur domaine public à charge de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre.**
- Autorisations concessionnaires - **AIPR** : autorisation d'intervention à proximité des réseaux  
L'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable depuis le 1er janvier 2018. Dans le cadre de la réforme « anti-endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité. L'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.  
L'AIPR est tenue à la disposition de l'inspection du travail, des agents des services de prévention, des organismes de sécurité sociale et des agents de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement).

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

**Environnement** : L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés à proximité du vélodrome, de pistes BMX et d'une salle. Elles doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Les abords du chantier doivent être maintenus dans l'ordre et la propreté.

**Guidage des manœuvres des véhicules et engins obligatoire sur les voies publics.**

**Sous-sol** : les entreprises concernées doivent s'assurer de la portance du sol. Les entreprises doivent respecter les exigences du rapport d'étude géotechnique, celui-ci doit être joint au DCE. D'une façon



**générale, pour les déblais, il conviendra d'assurer la stabilité des pentes par des ouvrages de soutènement ou des talutages, si les contraintes d'emprise le permettent.**

### **6.3. Risques par rapport à un chantier voisin**

**Non connu à la date de rédaction du rapport.**

### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

**SANS OBJET**

### **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

**SANS OBJET**

### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

**SANS OBJET**

### **6.7. Locaux témoins**

**SANS OBJET**

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier minimum, quel que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et coller, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

**Faire cesser le risque et éviter le sur-accident.**

Alerter les services extérieurs de secours (pompier - SAMU).

Garder une présence constante auprès du blessé et l'obliger à rester éveillé et conscient en lui parlant.

Le couvrir d'une couverture iso-thermique présent dans l'armoire à pharmacie de premier secours.

Organiser l'accueil des secours depuis l'entrée du chantier jusqu'au blessé (au téléphone indiquer un point de rendez-vous, chemin d'accès...)

Chaque personnel présent sur chantier doit connaître cette procédure.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

**Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS les mesures d'organisations qu'elles mettent en œuvre en cas d'accident.**

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

**A indiquer sur le plan d'installation de chantier rédigé par le lot Gros oeuvre.**

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

**1. ICI CHANTIER : GUIPAVAS/CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE TENNIS**

Adresse : MOULIN NEUF 29490 GUIPAVAS

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**A indiquer sur la plan d'installation de chantier rédigé par le lot Gros oeuvre.**

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_SCALP
- Annexe\_METAH
- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues